

  
PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

**DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

3-10-95

**A R R E T E**

**portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement**

**Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur**

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU la demande présentée par la **S.A. EUROSUBSTRAT** en vue d'être autorisée à exploiter une unité de fabrication de supports de culture de pleurotes en **zone artisanale de Kerguiniou à CALLAC**, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ouverte du 22 mai au 22 juin 1995 en mairie de CALLAC ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de CALLAC (28 juin 1995), DUAULT (23 mai 1995), PLUSQUELLEC (29 mai 1995) et SAINT-SERVAIS (17 juin 1995) ;
- VU les avis exprimés au cours de l'instruction par :
- l'Inspecteur du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles le 22 mai 1995,
  - le Chef du Service de Défense et de Protection Civiles le 26 mai 1995,
  - le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales le 31 mai 1995,
  - le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt le 21 juin 1995,
  - le Directeur Départemental de l'Equipement le 18 juillet 1995 ;
- VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, en date du 6 septembre 1995 ;
- VU la consultation effectuée le 15 septembre 1995 conformément à l'article 10 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 29 septembre 1995 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

## 'ARRETE

Article 1er : La Société EUROSUBSTRAT dont le siège social est situé à SAINT-NICODEME (22) est autorisée à exploiter une usine de fabrication de support de culture de pleurotes située en zone artisanale de Kerguiniou à CALLAC (22), capable de produire par an 13000 tonnes de produits et comprenant les installations classées décrites ci-après :

### 1-1 : Description des installations classées

<i>Rubriques de la nomenclature</i>	<i>Nature Volume ds activités</i>	<i>Classement A ou D</i>
2170	Fabrication des engrais et supports de culture à partir de matières organiques (60 t/j).	A

### 1-2 : Taxes et redevances

Conformément à l'article 17 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, les installations visées ci-dessus sont soumises à la perception d'une taxe unique, exigible à la signature du présent arrêté et d'une redevance annuelle, éventuelle, établie sur la base de la situation administrative de l'établissement en activité au 1er janvier.

## Article 2 : CONDITIONS GENERALES

### 2-1 : Conformité au dossier déposé

Les installations devront être implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et notices joints à la demande d'autorisation. Elles devront se conformer le cas échéant, aux prescriptions du présent arrêté.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable de la situation existante devra être portée avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet des Côtes d'Armor avec tous les éléments d'appréciation.

.../...

## 2-2 : Impact des installations

*Les installations seront conçues, implantées, aménagées et exploitées conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 1er Mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumise à autorisation (J.O du 28 mars 1993).*

*Les équipements notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être entretenus régulièrement.*

*L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, ou éléments d'équipement utilisés de manière courante, ou occasionnellement pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc...*

*L'établissement sera protégé par une clôture générale d'une hauteur minimale de 2 mètres.*

## 2-3 : Intégration dans le paysage

*L'exploitant tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantations, engazonnement, etc).*

## 2-4 : Contrôles et analyses

*L'Inspecteur des Installations Classées peut demander, à tout moment, que des contrôles et analyses soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets d'eaux, déchets, bruits notamment).*

*En tant que de besoin, les installations seront conçues et aménagées de manière à permettre ces contrôles dans de bonnes conditions.*

*Sauf accord préalable de l'inspecteur des installations classées, les méthodes de prélèvement, mesure et analyse sont les méthodes normalisées.*

.../...

## 2-5 : Incident grave - Accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est-à-dire aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976) doit être immédiatement signalé à l'inspecteur des Installations Classées à qui l'exploitant remet, dans les meilleurs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait.

## 2-6 : Risques naturels

L'ensemble de l'établissement est protégé contre la foudre dans les conditions précisées à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations contre la foudre (J.O du 26 février 1993). Il est équipé d'un dispositif approprié de comptage de coups de foudre.

Les dispositions prévues dans l'arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles para-sismiques sont rendues applicables aux installations visées par le présent arrêté.

## 2-7 : Arrêt définitif des installations

Au moins un mois avant l'arrêt définitif de ses installations, l'exploitant doit adresser une notification au préfet du département, conformément au décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié (article 34-1). Elle doit préciser les mesures prises ou prévues pour assurer la protection de l'environnement (c'est-à-dire les intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée), notamment en ce qui concerne :

- l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site
- la dépollution des sols et eaux souterraines éventuellement polluées
- la protection des installations pouvant présenter des risques d'accidents (puits, citernes etc...)
- la surveillance à posteriori de l'impact de l'installation sur son environnement

## Article 3 - PREVENTION DU BRUIT

3-1 : Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement leur sont applicables.

.../...

3-2 : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 18 avril 1969).

3-3 : L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

3-4 : Conformément à l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié, le contrôle se fera en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs maximales de l'émergence précisées ci-après :

- 5 dB(A) pour la période diurne allant de 6 h 30 à 21 h 30 sauf dimanches et jours fériés.

-3 dB(A) pour la période nocturne allant de 21 h 30 à 6 h 30 ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt et mesurée selon les dispositions de l'instruction technique.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A,  $L_{Aeq,T}$

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'installation est effectuée sur une période représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	Jour (6h30-21h30) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (21h30-6h30) et dimanches et jours fériés
Limites de propriété	55	50

3-5 : Un contrôle du niveau sonore par un organisme compétent sera réalisé dans les six mois suivant la mise en service de l'usine.

.../...

**Article 4 - GESTION DES DECHETS.**

4-1 : Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, poussières, suies ou gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques. En particulier, tout brûlage à l'air libre est interdit.

4-2 : Les installations de combustion seront aménagées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 (J.O du 31 juillet 1975) relatif à l'équipement et, à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

L'entretien des installations sera réalisé soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénient pour le voisinage.

4-3 : Tous les postes ou parties d'installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières tels que broyage, granulation etc... seront pourvus de moyens de traitement de ces émissions.

4-4 : Les émissions de poussières doivent être, soit captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions, ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

4-5 : Toutes précautions seront prises afin de limiter des émissions diffuses de poussières lors du chargement ou du déchargement des produits.

4-6 : Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation seront entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières. Un balayage régulier devra être réalisé de manière à limiter au maximum la pollution des eaux pluviales par les poussières.

4-7 : A la demande de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant devra procéder à la mise en place, à ses frais, dans le voisinage du secteur d'émission, d'un réseau de mesures au sol de la concentration en poussières.

L'emplacement et le nombre des appareils nécessaires seront déterminés en accord avec l'inspecteur des installations classées. Les résultats de ces mesures seront transmis mensuellement à l'inspection des installations classées.

.../...

**Article 5 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

5-1 : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

5-2 : Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques.

Le stockage des déchets de paille est limité à une semaine.

5-3 : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées, à cet effet, au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. De même, les contrats mentionnés à l'article 2 du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages des industriels seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces contrats devront indiquer la nature et les quantités prises en charge.

Dans ce cadre, il justifiera à compter du 1er juillet 2002, le caractère ultime au sens de l'article 1er de la loi du 15 juillet 1975 modifiée, des déchets éventuellement mis en décharge.

Les principaux déchets produits par l'établissement et éliminés à l'extérieur présentent les caractéristiques ci-après :

- Paille (C 890 ) Valorisé;
- Bois (C 870) Valorisé ;

- Déchets d'emballage (palettes en bois) doivent être éliminés comme indiqué par le décret n° 94-609 du 13 Juillet 1994.

5-4 : Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur.

.../...

## **Article 6 - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX**

### **6-1 : Prélèvements et consommation d'eau**

*L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.*

*Sans préjuger de l'éventuelle mise en oeuvre des dispositions du décret du 24 Septembre 1992 relatif à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau, notamment en cas de sécheresse, le prélèvement d'eau par le forage en nappe aura les caractéristiques suivantes :*

<i>. débit horaire maximal .....</i>	<i>6 m3</i>
<i>. volume journalier maximal .....</i>	<i>60 m3</i>
<i>. volume annuel maximal .....</i>	<i>11000 m3</i>

*Les installations de prélèvement (forage et raccordement au réseau public) doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des indications est effectué toutes les semaines et est porté sur un registre tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.*

*Un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable sera installé sur la canalisation d'eau potable du réseau public afin d'éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans le réseau d'eau public.*

### **6-2 : Prescriptions complémentaires concernant le forage :**

*Nonobstant les dispositions du point 6-1 ci-dessus, les installations de forage doivent respecter les prescriptions suivantes :*

*- l'implantation du forage est interdite à moins de 35 mètres de toute source de pollution potentielle (fumier, fosse à lisier, écoulement non protégé d'eaux usées, stockage de produits dangereux ou toxiques,...) ; en cas de présence d'une source de pollution potentielle située à moins de 50 mètres du forage, ce dernier doit être placé à l'amont topographique ;*

*- la cimentation de l'espace annulaire est réalisée selon les règles de l'art, sur une hauteur minimale de 10 mètres;*

*- une protection de tête surélevée doit être mise en place et se situer dans un périmètre neutralisé et clôturé autour du forage.*

*.../...*

*En fin de travaux, l'exploitant fait parvenir à l'inspecteur des installations classées une note dans laquelle il relève toutes les constatations faites au cours des travaux, les résultats obtenus et les caractéristiques exactes de l'ouvrage : situation précise, coupe géologique du forage, diamètre et profondeur du forage, constitution du tubage, conditions d'isolement des eaux superficielles, équipements de captage mis en place, bilans des essais et analyses effectués, etc...*

*Le prélèvement ne doit pas provoquer un assèchement des puits et forages voisins.*

*L'abandon provisoire ou définitif du forage devra faire l'objet au préalable d'une information de l'inspecteur des installations classées, mentionnant les protections mises en place (comblement, cimentation, ...).*

#### **6-3 : Prescriptions concernant les rejets d'eau.**

*6-3-1 : L'établissement devra être pourvu d'un réseau d'assainissement particulier du type séparatif permettant un rejet différencié des eaux de pluie.*

*6-3-2 : Aucun rejet d'eaux usées ou matières polluantes ne devra s'effectuer dans le réseau d'eaux pluviales. Les eaux de pluie non polluées seront rejetées directement dans le milieu naturel. Toutes dispositions seront prises telles que (décantation, deshuilage etc...) pour que ce rejet respecte dans tous les cas les valeurs suivantes :*

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;*
- DCO inférieure à 125 mg/l ;*
- hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l ;*
- MES inférieures à 100 mg/l.*

*6-3-3 : Tout déversement en nappe souterraine, direct ou indirect, total ou partiel est interdit.*

*6-3-4 : L'aire de lavage des véhicules éventuelle devra être équipée d'un débourbeur-séparateur à hydrocarbures à obturation automatique suffisamment dimensionné.*

*6-3-5 : Les eaux vannes des sanitaires, les eaux usées des lavabos seront rejetés dans le réseau d'eau usée et traitées dans la station d'épuration communale..*

*6-3-6 : Les eaux de refroidissement éventuelles devront être recyclées.*

*6-3-7 : Les eaux de process seront recyclées. Les bassins permettant ce recyclage seront protégés pour y éviter toute chute. Ils seront régulièrement nettoyés pour éviter toute fermentation et dégagement d'odeur.*

*.../...*

6-4 : Prévention de la pollution accidentelle.

6-4-1 : L'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires, notamment par aménagement des sols, collecteurs, des bassins tampons de collecte et de refoulement, des canalisations, des pompes de reprises, etc... pour qu'il ne puisse y avoir, même accidentellement, déversement direct ou indirect de matières toxiques ou polluantes dans le milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement public.

6-4-2 : Les opérations périodiques ou exceptionnelles de nettoyage de divers circuits et capacités de l'usine (notamment, au cours des arrêts annuels d'entretien) devront être conduites de manière à ce que les dépôts, fonds de bac, déchets divers, etc... ne puissent gagner directement le milieu récepteur ni être abandonnés sur le site.

6-4-3 : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité des réservoirs associés

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 l ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 l. à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent être associés à une même rétention.

.../...

6-4-4 Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

6-4-5 : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

6-4-6 : Un plan de l'ensemble des égouts de l'établissement, des circuits et réservoirs sera tenu à jour par l'industriel, les divers réseaux étant repérés par des couleurs convenues.

#### **Article 7 : GESTION DES RISQUES INDUSTRIELS ET D'INCENDIE.**

7-1: L'exploitant définira sous sa responsabilité, deux types de zone en fonction de leur aptitude à l'explosion ou à l'incendie :

- une zone de type I :           une zone à atmosphère explosive permanente ou semi-permanente ;
- une zone de type II :       une zone à atmosphère épisodique, de faible fréquence et de faible durée.

.../...

7-2 : Le chauffage des locaux susceptibles de contenir des poussières ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150° C. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

7-3 : Installations électriques.

Les installations électriques seront élaborées, réalisées et entretenues conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques dans des établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Les installations électriques seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

En outre, elles devront respecter les dispositions suivantes :

- le matériel électrique basse tension sera conforme à la norme NFC 15100.
- le matériel électrique haute tension sera conforme aux normes NFC 13100 et 13200.

Il existera des interrupteurs multipolaires pour couper le courant. Ils seront placés en-dehors des zones de type I et II sous la surveillance d'un préposé responsable.

7-4 : Les appareils et masses métalliques (machines, manutention), seront reliés entre eux par des liaisons équipotentielles et mis à la terre.

La mise à la terre sera effectuée suivant les règles de l'art recommandées par les organismes agréés et sera distincte de celle du paratonnerre éventuel.

La valeur des résistances de terre sera périodiquement vérifiée et devra être conforme aux normes en vigueur. L'intervalle entre deux contrôles ne pourra excéder un an.

Les matériels constituant les appareils en contact avec les produits, devront être suffisamment conducteurs afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

7-5 : Les installations devront comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel, avec à chaque niveau accessible, au moins deux issues éloignées l'une de l'autre sur 2 faces opposées des bâtiments.

Les schémas d'évacuation seront préparés par l'exploitant et affichés dans plusieurs endroits fréquentés par le personnel.

.../...

7-6 : L'établissement devra pouvoir disposer à moins de 100 mètres de ses limites, d'un ou plusieurs poteaux d'incendie conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir un débit de 1000 litres par minute sous une pression dynamique de 1 bar.

En cas d'impossibilité matérielle, une réserve d'eau d'un volume minimum total de 120 m<sup>3</sup> devra être créée. Une plate-forme d'aspiration "pompiers" sera aménagée. L'accès sera maintenu dégagé et accessible en permanence.

En outre, l'établissement devra être équipé de moyens de secours contre l'incendie comprenant au moins :

- des extincteurs appropriés en nombre suffisant disposés dans les différents locaux en fonction des risques encourus. Ils seront d'un type homologué NFMIH.

- En tant que de besoin, des robinets d'incendie armés en nombre suffisant.

- d'une ou plusieurs colonnes sèches, si nécessaire.

Ces matériels devront être maintenus en bon état et périodiquement vérifiés.

7-7 : Les abords des ateliers et locaux intérieurs, seront conçus de manière à permettre une intervention rapide et aisée des services d'incendie et de secours.

Pour permettre le passage de certains matériels des pompiers, à proximité de chacun des portails, une porte de 0,90 m de large et ouvrant vers l'extérieur sera réalisée.

Les éléments d'information nécessaires à de telles interventions seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière apparente.

Les schémas d'intervention seront revus à chaque modification des constructions ou du mode de gestion de l'établissement seront adressés au Directeur Départemental de la Sécurité Civile.

Dans les 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant devra prendre contact avec le Service Départemental de la Sécurité Civile, pour qu'une visite de reconnaissance ait lieu et un plan d'intervention devra être établi avec le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de CALLAC.

7-8 : Les installations seront équipées d'appareils de communication ou d'arrêts d'urgence permettant de signaler ou de prévoir rapidement tout incident, soit automatiquement, soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Ce dernier dressera une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines) en fonction de la nature et de localisation de l'incident. Il sera précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement ou manuellement.

.../...

*7-9 : L'exploitant établira des consignes spéciales qui préciseront notamment :*

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;*
- la composition des équipes d'intervention ;*
- la fréquence des exercices ;*
- les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours ;*
- les modes de transmission et d'alerte ;*
- les moyens d'appel de secours extérieurs et les personnes autorisées à lancer ces appels ;*
- les personnes à prévenir en cas de sinistre.*

*Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel et affichées.*

*7-10 : Le personnel de l'établissement sera entraîné périodiquement à la mise en oeuvre des matériels d'incendie et de secours.*

*Autant que possible, un exercice annuel sera réalisé en commun avec les sapeurs-pompiers.*

*7-11 : La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu, seront consignés sur un registre spécial qui sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.*

**Article 3 -**

*La présente autorisation délivrée sous réserve du droit des tiers deviendrait caduque au cas où les installations qui en font l'objet ne seraient pas mises en exploitation dans un délai de trois ans suivant la notification du présent arrêté.*

*Il en serait ainsi également si l'établissement cessait d'être exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.*

**Article 4 -**

*Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.*

**Article 5 -**

*L'exploitant devra se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.*

**Article 6 -**

*Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.*

*Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de CALLAC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de la S.A. EUROSUBSTRAT.*

*Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la S.A. EUROSUBSTRAT, dans deux journaux d'annonces légales du département : " OUEST-FRANCE" et "LE TELEGRAMME.*

**Article 7 -**

*"Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".*

**Article 8 -**

*Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,*

*Le Sous-Préfet de GUINGAMP,*

*Le Maire de CALLAC,*

*Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :*

*- la S.A. EUROSUBSTRAT pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ;*

*- ainsi qu'aux maires de DUAULT, PLUSQUELLEC et SAINT-SERVAIS pour information.*

SAINT-BRIEUC, le

LE PREFET,

3 OCT. 1995



Pour le PRÉFET  
et par délégation  
Le Secrétaire Général,

Jean-François PAGES